

Sur l'asile, la N-VA aboie, le MR passe

Les sorties répétées des nationalistes sur les droits sociaux des réfugiés ne gênent pas les libéraux francophones. Bien au contraire.

MARTIN BUXANT

Au coin du feu. Les députés MR de tous les Parlements, en mise au vert à Genval, dans le Brabant wallon, pour deux jours à partir de ce mardi, auront des sujets de causerie à n'en plus finir. Entre remaniement ministériel et tensions communautaires à Linkebeek, ça va débriefer sec. Mais c'est certainement la politique d'asile et d'immigration, l'arrivée de milliers de candidats réfugiés en Belgique, et les feux d'artifice allumés par la N-VA à ce sujet qui constitueront un des plats principaux dans le calme du «Béwé».

Au chapitre asile, en effet, les nationalistes flamands s'en donnent à cœur joie. Soucieux de ne pas perdre l'électorat siphonné à l'extrême droite, ils dégagent les propositions les unes après les autres – tout en allumant soigneusement le bourgmestre PS de Bruxelles Yvan Mayeur.

Et au grand rayon N-VA, sur les demandeurs d'asile, il n'y a qu'à se baisser pour se servir.

Allocations familiales

Prenez la proposition de ce week-end. Par l'entremise de la députée Sarah Smeyers, la N-VA plaide pour que les réfugiés n'aient plus droit au même régime d'allocations familiales que les autres. Les nationalistes proposent d'accorder 25% du montant après un an passé sur le territoire belge, 50% après deux ans, 75%

après trois ans, et l'ensemble de l'enveloppe quatre ans. «C'est parfaitement faisable au regard des obligations de la Convention de Genève», a plaidé Sarah Smeyers dans les colonnes du

«Morgen». Le débat sur les allocations familiales ne touche pas le Fédéral de manière directe étant donné que la compétence est désormais entre les mains des entités fédérées. Autant l'écrire: c'est plutôt le CD&V, en cheville avec la N-VA au gouvernement flamand, qui est gêné aux entournures par cette proposition. Son président Wouter Beke ne s'est d'ailleurs pas privé, lundi, de dire tout le mal qu'il en pensait: «Un enfant égal un enfant.» Point.

Mais la créativité de la N-VA à l'heure de miner le statut social des réfugiés est sans limite. Ainsi le ministre des Finances Johan van Overtveldt a-t-il, de son côté, proposé que certaines déductibilités fiscales ne puissent plus être appliquées aux réfugiés qui ne disposent d'aucun revenu professionnel. Une proposition qui est restée lettre morte. Pour l'instant.

Last but not least, et c'est probablement le point qui sera le plus délicat à négocier au sein du gouvernement fédéral, c'est la discussion sur le statut des réfugiés et demandeurs d'asile. Tant Jan Jambon que le secrétaire d'État Theo Francken ont annoncé plancher sur un statut intermédiaire au niveau des droits sociaux, un statut dont on ne sait pas vraiment de quoi il sera fait... Le CD&V sera probablement le premier parti de la coalition à monter aux

barricades pour s'y opposer. «On va gérer tout ça, pas de panique», souffle-t-on au «16» rue de la Loi.

Réalités communales

Au MR, justement, on ne s'inquiète (vraiment) pas des idées de la N-VA en matière de politique d'asile... Et pour cause: «On voit ce qu'on voit, et on entend ce qu'on entend: les Wallons, les Bruxellois, soutiennent la politique menée par Theo Francken en matière d'im-

migration. A fortiori, une grande partie de nos électeurs s'inquiètent du poids de l'arrivée de tous ces réfugiés sur notre système de sécurité sociale», expose un stratège libéral.

Ainsi la députée Françoise Schepman, bourgmestre de Molenbeek, ne dit pas autre chose. «Le statut social des réfugiés, c'est quelque chose dont nous devons discuter. Dans les communes en difficulté, qui se battent jour après jour pour sortir la tête hors de l'eau, il faut quand même être clair: l'arrivée de tous ces nouveaux réfugiés est très lourde à porter en termes d'intégration – que ce soit au niveau de l'enseignement, des crèches, des services sociaux, etc. Oui, le débat est ouvert car on a déjà une population précaire et il faut tenir compte de la réalité sociale. On a pas la capacité d'accueillir tout le monde non plus», termine Françoise Schepmans. Bref, la N-VA dit tout haut ce que pas mal, au MR, disent ou pensent mezza voce. C'est pratique, non?

«On doit pouvoir discuter du statut social des réfugiés.»

FRANÇOISE SCHEPMANS

DÉPUTÉE MR ET
BOURGMESTRE DE MOLENBEEK